

## **Conseil de gouvernement du lundi 04 mars 2013**

Le Conseil de gouvernement, réuni sous la présidence du chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, a adopté un certain nombre de propositions relatives à des nominations à de hautes fonctions, conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution.

### **Adoption des propositions relatives à des nominations à de hautes fonctions**

Le ministre délégué chargé du budget, Idriss Azami a indiqué, au cours d'un point de presse à l'issue de ce conseil, qu'il s'agit de :

- M. Mohamed Ali Lazrak, inspecteur général du ministère des Affaires étrangères et de la coopération.
- M. Moha Ou Ali Takma, directeur des affaires africaines au ministère des Affaires étrangères et de la coopération.
- M. Abdeljalil Sabri, directeur des affaires européennes au ministère des Affaires étrangères et de la coopération.
- M. Mohamed Amin Belhaj, directeur des affaires générales au ministère des Affaires étrangères et de la coopération.
- Mme Karima Kabbaj, directrice de l'Union européenne et des processus méditerranéens au ministère des Affaires étrangères et de la coopération.
- M. Mohamed El Am, directeur des équipements et de la maintenance au ministère de la Santé.
- M. Mohamed Belghaouat, directeur de l'Institut supérieur des métiers audiovisuels au ministère de la Communication.

### **Adoption d'un projet de décret portant création de l'École nationale de la santé publique**

Le Conseil de gouvernement, réuni lundi à Rabat, a adopté un projet de décret portant création de l'Ecole nationale de la santé publique (ENSP).

Lors d'un point de presse à l'issue du conseil présidé par le chef de Gouvernement, Abdelilah Benkirane, le ministre chargé du Budget, Idriss Azami Al Idrissi, a précisé que le projet de décret, présenté par le ministre de la santé, vise à réviser les dispositions du décret 2-93-752 du 10 mars 1994, portant création de l'Institut national d'Administration sanitaire (INAS), relevant du ministère de la santé, en vue d'une réforme globale du système de formation dans le domaine de la santé et de son harmonisation avec les dispositions juridiques régissant le secteur, notamment la loi 01-00 relative à l'organisation de l'enseignement supérieur et ses textes d'application.

Le projet de décret vise également à changer la dénomination de l'INAS en Ecole nationale de la santé publique et à l'intégrer dans la liste des établissements de l'enseignement supérieur ne relevant pas des universités, en vue de l'aligner sur les standards internationaux en matière de formation sanitaire et de pouvoir, à terme, l'incorporer à des réseaux ou pôles de formation.

Ce faisant, a ajouté le ministre, l'ENSP sera en mesure de dispenser une formation de qualité et de contribuer à combler le grand déficit que connaît le secteur de la santé en termes de cadres spécialisés en santé publique et administration sanitaire.

L'École devra, de même, jouer un rôle en matière de recherche scientifique et contribuer ainsi à redresser les politiques publiques et drainer des jeunes étudiants qui viendront remplacer les fonctionnaires après avoir bénéficié de formations les qualifiant à intégrer le marché de l'emploi aussi bien dans le privé que dans le public.

### **Adoption d'un projet de décret portant création de l'Agence de logements et d'équipements militaires**

Le Conseil de gouvernement, réuni lundi à Rabat, a adopté le projet de décret N 2-12-662 modifiant et complétant le décret N 2-94-763 portant application du décret loi N 2-94-498 du 16 rabii II 1415 (23 Septembre 1994) portant création de l'Agence de logements et d'équipements militaires.

Dans un point de presse à l'issue de la réunion du Conseil, le ministre chargé du Budget, Driss Azami Al Idrissi a précisé que ce texte, proposé par le ministre chargé de l'Administration de la défense nationale, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des Hautes instructions de SM le Roi, Chef suprême et Chef d'état-major général des Forces armées royales (FAR) visant à mettre à disposition des éléments des FAR et du personnel relevant

de l'Administration de la défense nationale, des logements décents et à lutter contre l'habitat insalubre et anarchique se proliférant sur les terres militaires.

Ce projet a permis aussi au département de l'Habitat, de l'urbanisme et de la politique et à l'Agence nationale de la conservation foncière d'être membres du conseil d'administration de l'Agence de logements et d'équipements militaires et du comité technique afin de contribuer à l'accélération de la construction des casernes militaires, la facilitation des procédures administratives relatives notamment au permis de construction et d'habiter et à l'immatriculation du titre foncier, et le suivi et l'évaluation des programmes de lutte contre l'habitat insalubre.